

Le Pays basque, du côté des «artisans de la paix»

La société civile basque s'est engagée de façon dynamique et originale, depuis ces dernières années, dans un dépassement de la situation de violence qui a marqué ce territoire durant les décennies précédentes. Le point sur la situation avec l'éclairage d'Anaiz Funosas, présidente du Mouvement civil pour le processus de paix, Bake Bidea⁽¹⁾.

Jean-François MIGNARD, membre du comité de rédaction de *D&L*

Octobre 2011. Le mois de cette année-là marque un tournant majeur dans l'histoire du pays basque. On a vu successivement une conférence internationale à Aiete (Pays basque espagnol)⁽²⁾ et l'annonce que l'ETA cessait son activité armée. Cette volonté de mettre fin à cette situation de violence, meurrière de part et d'autre de la frontière, s'est confrontée pacifiquement à des appareils d'Etat visiblement dans l'incapacité de se saisir de cette nouvelle donne.

Depuis se sont succédé de nombreuses initiatives tentant de pousser les autorités à sortir de leur refus de reconnaître la légitimité des acteurs engagés dans la dynamique de paix et à répondre aux avancées du processus, notamment la restitution de l'arsenal d'armes détenues par l'ETA. Ce sont, là aussi, des membres de la société civile (les « artisans de la paix ») qui prendront la responsabilité de mettre hors

d'usage une partie de l'arsenal et qui seront pourtant arrêtés en décembre 2016 à Louhossoa (Pyrénées-Atlantiques). L'importante mobilisation en retour, élargissant l'assise du mouvement, aboutira à l'appel « Au risque de la paix » (voir encadré p. 16). Une nouvelle étape est ouverte avec le combat pour la libération de Jon Parot et Jakes Esnl, incarcérés depuis plus de trente-et-un ans. Cette question constitue un enjeu crucial au regard de l'avenir du processus engagé. Comme l'écrivait Michel Tubiana, artisan de la paix ayant échappé fortuitement à l'arrestation à Louhossoa en 2016 et engagé, au nom de la LDH, dans ce processus politique: « *La situation des personnes arrêtées, condamnées ou non, des personnes exilées et des victimes est le sujet sans doute le plus brûlant, mais aussi celui qui mérite d'être traité avec la plus grande célérité. Renouer le dialogue se fait difficilement au travers des barreaux d'aujourd'hui et de ceux promis pour demain.*

Déjà, certaines situations sont vécues comme une vengeance tant la dureté de la condition carcérale, la volonté de perpétuer

(1) www.bakebidea.com.

(2) www.bakebidea.com/?page_id=1800.

(3) « Chaque fin de conflit engendre ses propres solutions », in Bake Lumk, *Des plumes de paix*, Elkar, 2017.



© ARTISANS DE LA PAIX

celle-ci au-delà même du droit, interrogent sur les motifs réels du traitement. Que les actes soient progressifs, on l'entend bien, mais que la situation stagne et reviendra vite le temps des rancœurs, du repli sur soi et du refus d'entendre l'autre. Comme il serait tout aussi difficile de demander aux victimes, à toutes les victimes, d'entendre qu'il ne s'est rien passé ou, et c'est même presque pire, qu'on ne saura jamais la vérité. Pour tous, l'oubli n'est pas de mise, »⁽³⁾ Causée par un entêtement absurde de jurisdictions antiterroristes et le manque de courage politique des Etats, l'absence de solution sur les prisonniers constitue aujourd'hui le réel obstacle à la mise en place d'une justice transitionnelle qui répondra à la reconnaissance de toutes les souffrances, de la vérité et de la réparation dues à toutes les victimes. Il est important de comprendre que c'est le vivre ensemble pour l'avenir du pays basque qui est en jeu. ●



Rassemblement pour la paix au Pays basque

le 9 décembre 2017 à Paris, organisé par les « artisans de la paix ».

Michel Tubiana y avait tenu un discours évoquant la nécessité de faire un nouveau pas sur le chemin de la paix et d'obtenir la fin du régime d'exception appliqué aux prisonniers basques.

Depuis quelques années, la société basque s'est engagée dans un processus visant à rétablir la paix sur le territoire. C'est une démarche originale d'engagement puissant de la société civile pour sortir d'une impasse politique ayant conduit à la violence. Quelques mots pour en témoigner ?

Anaiz Funosas : s'engager dans le processus de construction de la paix a représenté une révolution politique, un déplacement mental, y compris sur le plan personnel. Il a fallu littéralement renverser des logiques bien ancrées et sortir de la spirale de la violence pour entrer dans celle de la confrontation démocratique avec l'Etat, à distance de l'opposition aux personnes. La société civile basque a dû s'engager dans une démarche collective pour comprendre les situations, et construire ensemble à partir de là. Nous avons ainsi choisi de ne pas déléguer nos responsabilités, de les assumer en pleine lumière pour ce qui est de notre débat avec l'Etat, sans délégation à d'autres dans le cadre de négociations menées en parallèle, de façon secrète, comme cela a pu se faire à une autre

époque. Depuis maintenant plus de dix ans, nous avons été amenés à réinventer un rapport au politique, à nous construire une nouvelle culture, à créer des outils que nous gérons directement et à prendre nos responsabilités. Il s'est agi de sortir du cycle de la violence, des haines réciproques, d'assumer ses actes, de reconnaître le mal fait, de prendre en compte toutes les souffrances... Et d'avancer collectivement, sans laisser personne en chemin. La lutte en soutien aux prisonniers est éclairante à ce propos : une mobilisation collective exemplaire, massive, responsable, qui ne lâche rien et qui met chacun devant ses responsabilités. Nous avons ainsi acquis aujourd'hui une maturité politique collective exceptionnelle qu'il illustre parfaite-

tement l'engagement de toute la société basque, avec toutes ses composantes, dans une phase de désobéissance civile massive dans les premiers mois de 2022, en soutien aux détenus basques maltraités par l'Etat français, au déni de leurs droits les plus fondamentaux.

Pour autant, on pourrait s'exclamer : « Tout ça pour ça ! ». En effet, force est de constater que nous n'avons pas trouvé d'interlocuteur à la hauteur de notre maturité, tant l'Etat et ses représentants ne décollent pas d'un discours médiocre, technocratique, se privant eux-mêmes d'accéder à un minimum de compréhension politique de la situation. Nous avons aujourd'hui l'impression que, par frilosité, ou incomptence dans la compréhension de la teneur

« Nous avons l'impression que par frilosité, ou incomptence dans la compréhension de la teneur des enjeux, l'Etat et ses représentants sont prêts à laisser mourir en prison, loin de chez eux, des prisonniers basques ayant largement purgé leur peine, au risque de revenir sur une dynamique de paix toujours fragile. »

des enjeux, ils sont prêts à laisser mourir en prison, loin de chez eux, des prisonniers basques ayant largement purgé leur peine, au risque de revenir sur une dynamique de paix toujours fragile.

En quoi la LDH a-t-elle pu jouer un rôle dans l'évolution des événements au Pays basque et dans le processus de paix ?

Il s'agit d'une histoire longue qui ne se limite pas à ce qui se vit aujourd'hui. On pourrait évoquer, par exemple, le cas emblématique d'Aurore Martin⁽¹⁾ en 2010, frappée d'un mandat d'arrêt européen pour avoir participé à des manifestations de Batasuna, organisation pourtant légale en France, et menacée d'extradition en Espagne où elle était interdite. Evoquer aussi les contacts avec Jean-Pierre Dubois, président de la LDH de l'époque, puis des épisodes nous ayant mis en contact avec des sections de la Ligue, comme celle de Toulouse. La LDH avait bien repéré que le sort réservé aux Basques s'incluait dans un laboratoire des pratiques des Etats lors des mouvements citoyens à l'échelle européenne, comme les contre-sommets. Nous avons également travaillé ces dernières années avec Michel Tubiana. Il nous a beaucoup apporté, dans une double perspective : celle du respect des droits, mais aussi pour avancer dans la résolution

du problème basque, en mettant à profit son expérience exceptionnelle issue de Nouvelle-Calédonie. Là encore, il s'est agi de sortir de la spirale de la violence meurtrière pour construire collectivement des solutions politiques et pacifier une société. Par le truchement et avec la personnalité de Michel, la LDH et la FIDH nous ont apporté un regard extérieur, décentré, distancié des réalités uniquement territoriales, nous aidant à prendre du recul sur les situations tout en contribuant à nous soutenir sur le plan juridique et accroître notre visibilité médiatique et politique. Ce faisant, nous sommes sortis d'une période de violence armée, confrontée à une législation et des mesures d'exception à vocation antiterroriste, pour nous situer aujourd'hui, de notre côté, sur un terrain uniquement politique.

Et aujourd'hui ?

Nous avons l'impression que tout ce cheminement vers la paix, cette mutation de la société basque ne sont reconnus ni par l'Etat en place et ses gouvernements successifs, ni même par l'opinion publique quand on considère le traitement qu'en font les médias nationaux. En effet, on est en droit de se poser des questions quand

(1) www.ldh-france.org/Aurore-Martin-ne-doit-pas-etre/.

on constate qu'il faut en passer par une importante campagne de désobéissance civile, comme nous le faisons actuellement, pour sortir de leurs geôles deux prisonniers aujourd'hui septuagénaires, laissant à penser qu'ils sont victimes d'un acharnement anachronique.

Cette démarche vers la paix, engagée par toute une société, accompagnée par de multiples partenaires tant nationaux qu'internationaux et reconnue par des instances comme l'ONU, se heurte à un Etat dans l'incapacité de penser la situation basque autrement que dans sa confrontation violente à l'ETA. Comme on peut le constater au regard des événements en Corse, cet Etat semble toujours pris dans un logiciel antiterroriste qui n'est plus de mise et qui a pourtant pris le pas sur toute perspective politique de sortie de ces années sombres. Au Pays basque, toutes les personnes, associations, responsables politiques et syndicaux, élus de toute origine, engagées dans ce chemin escarpé mais indispensable vers la paix, sont toujours à la recherche d'interlocuteurs du côté de l'Etat. Des interlocuteurs capables de se hausser à un niveau politique qu'exige une perspective qui n'est pas acquise et qui demande les conditions d'un vrai processus politique démocratique. ●

Propos recueillis par J.-F. M.

L'appel du 9 décembre 2017 : « Au risque de la paix »

« Nous nous engageons pour la paix. Pendant des décennies le Pays basque, en Espagne comme en France, a connu la violence. Depuis 2011, une autre voie a été choisie : celle d'entrer dans un processus de paix et d'inscrire l'avenir dans le débat démocratique. Le désarmement final de l'ETA qui a eu lieu le 8 avril 2017, à l'initiative de la société civile et d'une grande partie des élus, permet, mais aussi commande d'aller plus loin. Alors que la société civile a pris ses responsabilités, les gouvernements espagnol et français ne donnent pas les signes espérés qui devraient leur permettre de s'inscrire pleinement dans le processus de paix.

Nous ne tirons pas un trait sur le passé. Nous savons les souffrances endurées de tous côtés et qui se prolongent aujourd'hui ; nous entendons la nécessité de reconnaître toutes les victimes et de faire la vérité qui est due à chacun. Mais nous savons aussi que ce n'est pas en appliquant à la situation d'aujourd'hui les schémas d'hier que la société basque pourra se reconstruire et faire sienne, de manière durable, les ressorts de toute société démocratique.

Le sort des prisonniers et des personnes exilées ne doit plus

dépendre d'une vision sécuritaire qui n'a plus lieu d'être et qui a généré des situations insupportables. Rapprocher les prisonniers de leurs familles, tenir compte de leur état de santé, cesser de leur appliquer un statut de « détenu particulièrement surveillé », favoriser les demandes de liberté conditionnelle, ce ne sont pas là des concessions, ce sont des gestes de justice que nous réclamons.

Imaginer les voies et les moyens qui permettent d'établir la vérité, de résoudre les procédures encore en cours et le sort des prisonniers, et de reconnaître les victimes, ce n'est pas absoudre, c'est permettre à une société de se reconstruire et de tisser à nouveau les liens d'une vie en commun et sans violence.

En réaffirmant notre engagement dans le processus de paix au Pays basque, nous posons les fondations d'une société qui préfère le débat à l'affrontement et l'avenir à la vengeance. Et nous demandons aux gouvernements espagnol et français de nous entendre : prenez le risque de la paix, prenez le risque de la vie. [...] »